

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

10/12/2012

Journée internationale des droits humains Plaidoyer pour davantage de progrès

Il est vrai que de grands chantiers sont ouverts pour la première fois au Maroc en matière de promotion de la démocratie et des droits humains, à travers notamment la mise en œuvre des dispositions de la nouvelle Constitution, mais il est vrai aussi que nombre de forces politiques progressistes et d'associations de défense des droits humains et des droits des femmes ne cessent de plaider pour davantage de progrès en matière de respect des libertés individuelles et collectives et des droits humains de tous genres et de l'égalité. L'environnement n'a jamais été aussi propice que maintenant, depuis l'adoption de la nouvelle Constitution, qui engage l'actuel gouvernement sur la voie de la démocratie en lui confiant la charge de tout mettre en œuvre pour son application. C'est dans ce cadre qu'intervient cette année la commémoration de la Journée internationale des Droits humains, qui coïncide avec le 10 décembre.

Les droits humains, «un choix irréversible»

Pour le gouvernement, la promotion des droits humains est «un choix irréversible», une mission dont il a la charge de par les dispositions de la nouvelle Constitution. Interrogé récemment par l'opposition parlementaire, selon laquelle la situation des droits humains n'a pas connu d'amélioration significative durant l'année qui s'achève, le chef de gouvernement a soutenu le contraire. Le gouvernement a fait de la promotion et du respect des droits économiques, sociaux, politiques et culturels des citoyens une priorité. Mieux encore, le pays est doté d'un Conseil national des droits humains et a créé toutes les conditions nécessaires à l'épanouissement des organisations de défense des droits humains. Selon le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Juan E. Méndez, un expert indépendant des Nations Unies, qui a séjourné en septembre dernier au Maroc, une culture des droits humains est en train de naître dans le pays comme le prouve la création d'un Conseil national des droits humains, lequel a publié en 2012 deux rapports, loin de toute complaisance, dont un sur les prisons et un autre sur la santé mentale.

Le CNDH, des rapports non complaisants

Dans le 1er rapport, le CNDH dévoile plusieurs dysfonctionnements au sein des prisons au Maroc, tout en précisant

que des traitements cruels, inhumains ou dégradants persistent toujours dans ces établissements. L'intitulé «La crise des prisons, une responsabilité partagée: 100 recommandations pour la protection des droits des détenue(s)», ce rapport indique que la cause principale des dysfonctionnements relevés s'explique par le surpeuplement. Le CNDH a également élaboré un autre rapport sous l'intitulé «La santé mentale et les droits humains : l'impérieuse nécessité d'une nouvelle politique» qui dresse l'état des lieux de la santé mentale au Maroc et des établissements hospitaliers chargés de la prévention et du traitement des maladies mentales et de la protection des malades mentaux. Commentant ce rapport, le président du CNDH, Driss El Yazami, a indiqué que la santé mentale et les droits de l'Homme sont intimement liés. D'après lui, les dysfonctionnements dont souffre ce secteur résident dans la désuétude et la non harmonisation du texte de loi relatif à la maladie mentale et des lois y afférentes, l'insuffisance et l'inadéquation des structures en termes de répartition géographique, d'architecture et d'équipements et de non conformité de ces structures aux normes et aux exigences de sécurité et de surveillance, outre la pénurie du personnel médical et paramédical et l'absence des programmes de formation et de formation continue, l'absence de profils nécessaires en matière de psychiatrie tels que les psycho-éducateurs, les psychologues cliniciens, les généralistes, les ergothérapeutes, les art thérapeutes et les assistants sociaux, la mauvaise qualité des services médicaux et non médicaux administrés aux usagers de la psychiatrie et des conditions de vie auxquelles ils sont soumis pendant l'hospitalisation, l'absence des outils de contrôle et le non respect des procédures ainsi que la stigmatisation générale des malades et même de leurs soignants. Pour leur part, les organisations de défense des Droits humains réclament davantage de progrès notamment en matière de mise en œuvre de la nouvelle Constitution.

L'OMDH dénonce la violence et l'absence de concrétisation des objectifs constitutionnels

Interrogé à ce sujet par Al Bayane, le président de l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH), Dr. Mohamed Nachmach, a longuement déploré le manque de progrès en matière de mise en œuvre de la nouvelle Constitution et en particulier pour tout ce qui concerne les

droits humains au Maroc. Rien n'a été fait et il semble que le recours à la violence s'est généralisé dans la société et a atteint un degré préoccupant pour l'OMDH, a-t-il dit. Il est inadmissible de permettre aux forces de l'ordre de disperser de manière violente des manifestations pacifiques, de provoquer d'autres protestataires pour les contraindre à riposter par conséquent des actes de violence de part et d'autre. Selon lui, le recours à des méthodes musclées pour régler les problèmes de société va à l'encontre de l'esprit de la nouvelle Constitution. Il faut respecter les droits des gens, en particulier ceux qui ne réclament que la satisfaction de leurs droits les plus élémentaires à l'éducation, à la santé, au logement et à la vie. En un mot, l'OMDH condamne le recours à la violence qui n'épargne plus aucun secteur de la vie en société à commencer par la vie conjugale (violences à l'égard des femmes, des enfants, agressions), situation qui s'explique selon lui par la cherté de la vie, l'aggravation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat des familles et les difficultés économiques, sociales, culturelles et financières de la société. Peu de progrès ont été malheureusement réalisés dans ce domaine, a-t-il estimé, rappelant que la liberté d'expression continue aussi d'être bafouée à travers l'arrestation et le jugement de journalistes, aux termes du code pénal, comme si ce sont des criminels ordinaires.

L'OMDH condamne aussi la détention préventive d'un grand nombre de citoyens pour des actes qu'ils n'ont pas commis, les lenteurs des procédures judiciaires et les bavures de la justice marocaine, dont la réforme, piétine toujours.

Droit à l'éducation

Il en est de même du respect du droit à l'éducation. L'analphabétisme touche toujours 50 % de la population marocaine, un taux inacceptable, a-t-il dit. Selon lui, cette situation s'explique par le fait que l'enseignement est à deux vitesses : un enseignement de qualité pour les nantis et un autre médiocre pour le peuple. Idem pour la santé, malgré la bonne foi, l'engagement et le dynamisme de l'actuel ministre, les moyens humains et financiers mis à la disposition du secteur sont insuffisants. La situation n'est guère meilleure pour ce qui est du respect du droit des gens au logement. L'habitat insalubre et la prolifération des bidonvilles marquent toujours la vie des pauvres, confrontés au chômage, aux mala-

dies, à la malnutrition. Le président de l'OMDH s'est insurgé aussi de voir le Maroc s'abstenir lors du récent vote par l'Assemblée générale de l'ONU d'une résolution appelant les Etats à décréter un moratoire sur les exécutions des condamnés à mort. Il a par ailleurs souligné que l'encombrement des prisons marocaines, qui comptent une population carcérale de quelque 80.000 prisonniers (contre 40.000 en France, un pays deux fois plus peuplé que le Maroc) préoccupe aussi au plus haut point l'OMDH, laquelle lutte pour l'amélioration des conditions de détention des prisonniers qui ont le droit de bénéficier d'un traitement humain. Le Maroc n'est pas dénué de ressources et de potentialités, mais ce sont en définitif, les méthodes de bonne gouvernance qui lui font défaut, a-t-il estimé.

L'AMDH dénonce les reculs

De son côté, la présidente de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Mme Khadija Ryadi, a déploré les reculs constatés au niveau du respect des droits humains en 2012 au Maroc, en dépit des nouveautés apportées par la nouvelle Constitution du pays, des engagements nationaux et internationaux du pays et des rapports établis par nombre d'organismes sur différents sujets (corruption, santé mentale, etc.). Elle a estimé à ce propos que le manque de séparation des pouvoirs et du respect de l'indépendance de la Justice, entrave sérieusement la promotion et le respect des droits humains au Maroc. Le Maroc a plus que jamais besoin d'une justice indépendante pour mettre en confiance tout le monde dont les investisseurs nationaux et étrangers, et l'ensemble de la population, a-t-elle dit. Elle a par ailleurs dénoncé le recours à la violence pour disperser les manifestations pacifiques et la multiplication des procès cités à titre d'exemple celui de huit défenseurs des droits humains dont 5 membres de l'AMDH devant la Cour d'appel d'Agadir. Elle a condamné de même la situation alarmante dans les prisons marocaines et les actes racistes dont sont victimes des migrants africains dans le nord et l'Orient du pays.

Au niveau social, la situation est toujours critique et les campagnes de luttes annoncées par le gouvernement contre la prévarication, la corruption, les employés fantômes, les privilegés et l'économie de rente, n'ont pas eu lieu, a-t-elle déploré. Elle a par ailleurs exprimé son regret de voir l'année 2012 s'achever sans dialogue social véritable entre gouvernement

et organisations syndicales, estimant l'Etat manqué en somme de volonté politique effective pour le respect des droits et des libertés. Il est vrai que la nouvelle Constitution a annoncé certaines libertés et des droits tels l'incrimination de la torture, de la détention arbitraire et de la disparition forcée, note l'AMDH, qui estime que l'effet des dits droits et libertés reste cependant très restreint en l'absence de garanties constitutionnelles – surtout judiciaires – pour leur mise en œuvre, de la garantie de leur sauvegarde et de la non-impunité des auteurs de leur violation.

Le 10 Décembre : Journée internationale des droits humains.

Cette Journée est l'occasion, chaque année, de célébrer les droits humains de mettre en lumière un problème particulier, et de plaider pour que chaque individu, où qu'il se trouve, puisse exercer pleinement tous ses droits fondamentaux.

Cette année, l'accent est mis, selon le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits humains, sur les droits de tous les individus - les femmes, les jeunes, les minorités, les personnes handicapées, les autochtones, les personnes pauvres ou marginalisées - afin que leurs voix soient entendues dans la vie publique et prises en compte dans les décisions politiques. Ces droits fondamentaux - droits à la liberté d'opinion et d'expression, droit de réunion et d'association pacifiques, droit de prendre part aux affaires publiques (articles 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits humains - ont été au cœur des bouleversements historiques survenus dans le monde arabe ces deux dernières années, au cours desquelles des millions de personnes sont descendues dans la rue pour réclamer le changement. Dans d'autres parties du monde, les 49 % se sont exprimés à travers le mouvement mondial des indignés pour protester contre les inégalités économiques, politiques et sociales. Cette Journée est célébrée le 10 décembre de chaque année, en commémoration de la Déclaration universelle des droits humains (DUDH), qui a été adoptée le 10 décembre 1948. Depuis lors, c'est à cette date qu'est célébrée dans le monde la Journée des droits humains. La Haut-commissaire aux droits de l'homme, principale responsable de cette question à l'ONU, et son Bureau jouent un rôle central de coordination des efforts relatifs à l'observation annuelle de la Journée des droits humains.

M'Barek Tafsi

(Lire notre spécial en pages 4&5)

Mohamed Sektaoui, DG d'Amnesty-Maroc

«Pour une concrétisation intégrale des recommandations de l'IER»

Pour Mohamed Sektaoui, directeur général de la section marocaine d'Amnesty international, des avancées ont été certes réalisées en matière d'élargissement du champ des libertés. La nouvelle constitution a étendu le champ de la protection et du respect de plusieurs droits humains. En témoigne l'adoption de plusieurs conventions internationales. Mais un long chemin reste à parcourir

Al Bayane : Quelle signification revêt pour vous la célébration de la journée mondiale des droits humains ?

Mohamed Sektaoui : La célébration de la journée mondiale des droits de l'homme se tient cette année à un moment très particulier, marquée essentiellement par les soulèvements populaires et les transformations économiques et politiques dans les Etats du Proche-Orient et ceux du Maghreb. Il va sans dire qu'en dépit de quelques réformes et initiatives prometteuses, il y a de quoi s'inquiéter. Notamment en ce qui concerne la persistance des pratiques de violations des droits de l'Homme.

En quoi consistent ces violations ?

En fait, on constate que les nouveaux dirigeants ne respectent aucunement leurs promesses. Pire, ces derniers reviennent aux vieilles pratiques relatives à la violation des droits de l'homme. On peut citer à titre exemple l'utilisation de manière disproportionnée de la force contre les manifestants, la torture de détenus, les atteintes à la liberté de la presse et aux droits des femmes... En fait, les gens s'attendaient à des actions concrètes, comme l'abrogation de la loi anti-terroriste, mais en vain. La lutte contre l'impunité était une préoccupation constante. Malheureusement, plusieurs



responsables ayant commis des actes de violations des droits de l'homme continuent à exercer impunément leurs fonctions.

Qu'est ce vous proposez alors en tant qu'ONG pour pallier ces défaillances ?

En ce cette période particulière, où les révoltes resurgissent avec une grande ampleur, Amnesty international affiche son entière solidarité avec les peuples du Proche-Orient et du Maghreb. Aussi, nous adressons un message au gouvernement marocain pour dire qu'il est temps de se mettre à l'écoute du peuple et mettre en œuvre des mesures révolutionnaires garantissant une vie digne pour tous les Marocains. Dans ce cadre, nous lançons un appel pour le respect du droit de manifestation pacifique, la libération de tous les détenus d'opinion, la protection des journalistes et le respect de la liberté d'expression, de

l'amélioration des droits de l'homme. La nouvelle constitution a élargi le champ de la protection et du respect de plusieurs droits humains. En témoigne aussi l'adoption de plusieurs conventions internationales. La levée des réserves émises à la convention sur l'élimination de toutes formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW) et la ratification projet de lois d'adhésion au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques constitue un pas en avant. Toutefois, je pense qu'il reste beaucoup à faire : révision de la loi anti-terroriste, élargissement du champ des libertés et surtout ne plus emprisonner des journalistes pour la simple raison d'avoir critiqué les institutions gouvernementales.

Il ne faut pas oublier que la nouvelle constitution a reconnu la suprématie de la loi internationale sur la législation interne. Dans cette optique, l'harmonisation de l'arsenal juridique avec les conventions internationales est une question qui nécessite un traitement immédiat. Malgré ces avancées, on regrette vivement que le Maroc se soit abstenu, lors de la 67e session de l'Assemblée générale des Nations unies, de voter le moratoire sur les exécutions en dépit des appels incessants des ONG.

rassemblement, la constitution et l'adhésion aux associations de la société civile et mettre un terme à l'utilisation excessive de la force. Notre organisation appelle également à instruire des enquêtes sur des présumés cas de tortures ou actes de mauvais traitements et traduire en justice les auteurs d'atteintes graves aux droits humains. Je tiens à souligner en outre qu'Amnesty affiche son inquiétude quant à la non-application des recommandations principales de l'Instance Equité et Réconciliation contenues dans son rapport de novembre 2005. Le gouvernement doit également œuvrer pour lutter contre la corruption et l'amélioration des conditions économiques des citoyens.

Quel diagnostic faites-vous de la situation des droits de l'homme au Maroc ?

Des actions concrètes ont été entreprises pour

Propos accueillis par Khalid Darfah

Journée mondiale des droits de l'homme Une pause pour capitaliser sur les acquis et combler les carences

Le 10 décembre, une date des plus emblématiques pour les militants des droits de l'Homme de par le monde entier. L'importance de cette journée se place au-delà de la simple célébration annuelle de l'adoption, en 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Bien plus que ça, elle vient attiser l'élan d'optimisme pour un avenir meilleur et l'espoir d'ériger l'épanouissement des droits humains en réalité palpable.

Instituée en 1950 par l'Assemblée générale des Nations unies, la journée mondiale des droits de l'homme est l'occasion propice, pour tout Etat, d'évaluer les acquis réalisés, de capitaliser sur les progrès et d'épingler toute régression, si régression il y a.

A l'instar des pays qui se sont employés à promouvoir la réalité des droits humains, le Maroc a œuvré, sans relâche, depuis des décennies déjà, pour jeter les jalons de l'Etat du droit et pour booster l'émergence d'une société où toutes les composantes jouissent des exigences fondamentales, telles que la justice, l'équité et la dignité. Ce chantier grandiose s'est manifestement vu imprimer une forte impulsion depuis l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI, initiateur d'une batterie d'initiatives multidimensionnelles ayant pour corollaire, le renforcement et la protection des droits de tout un chacun.

Nonobstant les remarques de certains, nul ne saurait nier les avancées du Royaume en matière de consolidation et de protection des droits civils, sociaux et politiques, enclenchées depuis les années 90 du siècle écoulé et revigorées sous le règne du Souverain, à l'image de la nouvelle philosophie d'approcher les libertés publiques, l'adoption d'un nouveau Code de la famille et la mise en place de l'Instance Equité et Réconciliation, vouée à la réparation des préjudices moraux et corpo-

rels causés aux victimes des années de plomb.

De même et dans le cadre de son interaction avec les efforts consentis sur l'échiquier international, le Royaume, en ratifiant nombre de conventions internationales et en faisant sienne leur concrétisation, s'est indubitablement démarqué sur de bons rails.

En 2011, le Maroc a, derechef, réitéré son engagement à combler les carences en adoptant par voie référendaire une nouvelle loi suprême, hautement saluée à l'interne comme à l'externe, du fait qu'elle a placé la jouissance du citoyen de ses droits économiques, sociaux et culturels à l'épicentre de sa vocation.

Or, ces avancées incontestées ne devraient nullement ralentir la cadence des réformes engagées, encore moins celle des études et diagnostics de la situation des pistes qui suscitent une mobilisation supplémentaire. De ce fait, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH), désormais constitutionnalisé en vertu du texte fondamental, a procédé, en 2012, à l'élaboration de deux rapports à forte valeur ajoutée au processus de protection des droits de l'homme, tous segments confondus.

Selon le rapport préliminaire du CNDH, publié en septembre dernier, sur la "santé mentale et droits de l'Homme : la situation des établissements hospitaliers chargés de la prévention et du traitement des maladies mentales", la

santé mentale n'occupe pas la place qui lui sied dans la gestion de la chose politique, ce qui a débouché sur une situation lamentable traduite par la désuétude de l'arsenal juridique, le manque des infrastructures et leur déphasage au vu des standards de la répartition géographique, de l'architecture, des équipements et des normes de sécurité, outre l'insuffisance relevée en terme du personnel spécialisé et l'absence des spécialités nécessaires en psychiatrie.

Cette situation inquiétante, a prévenu le texte, exige d'initier, à court et à moyen termes, une intervention forte, vigilante et minutieuse, de mettre en place des mesures urgentes et d'instaurer une nouvelle politique intégrée et claire en la matière.

D'autre part, et pour ce qui est des droits des détenus, un volet qui a constamment suscité, à son tour, la grogne des militants des droits de l'homme et de la société civile, un second rapport thématique a vu le jour en concrétisation des prérogatives conférées au CNDH en vertu du Dahir portant sa création, notamment l'article 11 relatif aux visites aux lieux de détention.

Partant d'un examen objectif et précis des violations potentiellement attentatoires aux droits des détenus et de la définition de leurs causes directes et indirectes, le CNDH, avait, via ce document, appelé le gouverne-

ment à accélérer le processus de ratification du protocole facultatif à la Convention internationale contre la torture, ainsi que le processus de création d'un mécanisme indépendant pour la prévention de la torture.

Le rapport a également souligné l'impératif de prendre des mesures législatives et administratives opérationnelles à même de pallier les insuffisances soulevées et de parer aux violations enregistrées.

Sitôt réclamé, sitôt fait. Quelques jours après la publication de ce rapport, le Maroc a procédé, lors d'un conseil des ministres tenu sous la présidence de SM le Roi Mohammed VI, à l'adoption de trois protocoles facultatifs concernant la torture, les discriminations à l'égard des femmes et les droits civils et politiques. Peu avant, gouvernement et parlement avaient adopté une autre convention internationale bannissant la disparition forcée.

L'enjeu et la sensibilité de la phase charnière que traverse le Royaume étant majeurs, cette dynamique avérée et ce processus de réformes qui est en marche devraient s'inscrire dans une approche de continuité et stimuler, à ce titre, la synergie des efforts de toutes les parties prenantes, sensibilités politiques, acteurs associatifs, ONGs, entre autres, dans l'optique de consacrer les pas franchis et d'optimiser l'efficacité des processus en cours.

Houria Esslami, membre du CNDH Œuvrer pour un Maroc équitable et égalitaire

Présidente du groupe de travail chargé des relations internationales, de la coopération et du partenariat au sein du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et présidente du Forum Maroc Alternatives (FMAS), Houria Esslami est connue aussi pour sa lutte inlassable au sein du groupe des familles des disparus. Militante féminine, elle se bat aussi pour un Maroc équitable et égalitaire, auxquels les femmes et hommes contribuent à l'édification sur le même pied d'égalité.

Al Bayane : Que signifie pour vous la journée mondiale des droits de l'Homme ?

Houria Esslami : C'est d'abord l'occasion de mettre en avant la dignité humaine, mais aussi une occasion de faire le bilan des avancées, et surtout de pointer les manquements et les imperfections, afin de pouvoir y travailler.

Quelles avancées en matière des droits humains avez-vous noté au Maroc en tant que membre du CNDH ?

Au niveau institutionnel, nous avons une Constitution qui est une véritable charte des droits humains, un Conseil national des droits de l'Homme conforme aux principes de Paris, des commissions régionales avec de larges prérogatives de protection et de promotion et une Délégation interministérielle des droits de l'Homme. Au niveau de l'impact, la culture des droits de l'Homme commence à investir tous les secteurs, étatiques et non étatiques, mais surtout une prise de conscience de la part des citoyens de leurs droits et qui revendiquent aujourd'hui la protection et la mise en œuvre de ces droits.

Dans quel domaine le Maroc reste-il à la traîne, sinon devrait mieux faire ?

A mon sens, c'est le volet de l'égalité entre les hommes et les femmes, la levée des réserves faites dans ce sens sur les conventions pertinentes, mais aussi l'harmonisation de la législation nationale avec les con-



ventions et protocoles ratifiés par le Maroc. De même, les droits socio-économiques, culturels et environnementaux constituent toujours un défi pour tous les secteurs étatique et privé : droit à l'éducation, accès à la santé, accès au travail, le respect des droits humains dans les entreprises, la bonne gouvernance et la protection de l'environnement.

Vous êtes l'une des militantes les plus dynamiques sur le dossier des disparitions forcées. Où est-on en la matière ?

Le Maroc a mené un processus de justice transitionnelle et de réconciliation et vient de ratifier la Convention de protection de toutes les personnes contre la disparition forcée sans aucune réserve, c'est une avancée considérable. Néanmoins, certains dossiers des plus emblématiques, dits en suspens,

demeurent non résolus. La vérité est un pilier incontournable dans tout processus de justice transitionnelle. Les familles demandent toujours que la vérité soit faite sur ces dossiers sombres.

Que pensez-vous de la chaîne humaine organisée par le «Printemps de l'égalité» ?

C'est une initiative louable de mobilisation et de sensibilisation à la question de la violence à l'égard des femmes et de l'égalité et qui cadre très bien avec le slogan des Nations unies, de cette année, pour la journée mondiale des droits humains «Ma voix compte !». Il est inconcevable qu'aujourd'hui au Maroc, on continue à avoir des textes et des pratiques discriminatoires vis-à-vis des femmes et qui constituent un obstacle au développement.

Propos recueillis par Anas Aziz

Célébration aujourd'hui de la Journée mondiale des droits de l'Homme : Les violations sont toujours de mise

10/12/2012

Le 10 décembre. Journée mondiale des droits de l'Homme. Et si on vérifiait le baromètre de la situation au Maroc? Déplorable ? En nette évolution? Le verre est-il à moitié vide ou à moitié plein? C'est selon qu'on se place de l'un ou de l'autre côté. La position du chef du gouvernement Abdelilah Benkirane, à cet égard, est sans ambiguïté. A le croire, la tendance générale de l'évolution des droits de l'Homme au Maroc a maintenu sa courbe positive. Autrement dit, le pays est sur la bonne voie. Un avis que sont loin de partager les militants des droits de l'Homme qui déplorent bon nombre de violations qui ternissent sérieusement l'image du Maroc sur la scène internationale. Un tableau qui dégage beaucoup de pessimisme.

Le chef du gouvernement, lors de la séance mensuelle au Parlement, bombe le torse et énumère fièrement toutes les réalisations en matière de consolidation de cohésion sociale, d'initiative nationale de développement humain ou de compensation... Des efforts louables à ne pas en douter. Mais quand on l'interpelle à propos des violences contre les manifestants, la réponse surprend plus d'un. En effet, M. Bekirane estime que le recours à la violence lors de manifestations évite aux protestataires d'être arrêtés et incarcérés et à leurs familles d'être peinées. Très touchant ! De quoi faire sortir les militants associatifs de leurs gonds. Ils se disent très préoccupés par cette situation. C'est le cas de Mohammed Nachnach, président de l'Organisation des droits humains (OMDH) pour qui « la violence génère la violence ». Une violence qui prend même la forme de torture au sein des prisons comme l'indique le rapport publié par **le Conseil national des droits de l'Homme** qui évoque également la promiscuité sévissant dans le milieu carcéral. Une situation qui est loin d'être reluisante. Autre sujet qui fâche, la corruption qui, malgré tous les mécanismes instaurés, continue et continuera à gangréner la société. « Mais on constate qu'il y a deux poids deux mesures » comme n'a pas manqué de le préciser M. Nachnach. Et d'ajouter tout indigné: « Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Alors que les gros corrompus sont amnistiés, la loi s'applique rigoureusement aux petits délinquants ». L'occasion pour lui d'évoquer le chantier de la justice. « Cette réforme de la justice, on nous en a rabattu les oreilles depuis une cinquantaine d'années et on est en droit de se demander si cette fois est la bonne ». Quel genre de justice voudrait-on pour notre pays? Surtout pas un système qui n'a pas le courage de ses actes et qui hésite à se prononcer pour une abolition de la peine de mort. A cet égard, le président de l'OMDH déplore la position du Maroc qu'il qualifie de paradoxale. Alors que la dernière exécution remonte à 1993, le Maroc s'est quand même abstenu lors du vote du projet de résolution appelant à un moratoire sur les exécutions à l'ONU.

Quant à Mustapha El Manouzi, du Forum vérité et justice (FVJ), il ne mâche pas ses mots et c'est avec beaucoup de dérision qu'il aborde la situation. « Pour qu'on soit positifs, indique-t-il, il faut reconnaître que le gouvernement compte à son actif bon nombre de réalisations en matière des droits de l'Homme notamment la ratification du projet de loi relatif à l'immunité des militaires légitimant l'impunité de ces derniers, responsables de violations graves des droits de l'Homme durant les années de plomb ». Très remonté, il pointe également du doigt l'atermoiement concernant l'exécution des recommandations de **l'IER** notamment le dossier de la régularisation et l'intégration sociale des victimes des années de plomb sans oublier le fait d'écarter le dossier des disparitions forcées de l'agenda gouvernemental. Notre source estime que le dossier des violations des droits de l'Homme doit être définitivement clos et par là, mettre fin à un triste héritage du passé. Elle affirme, par ailleurs, que c'est d'abord une question de société et de souveraineté avant d'être une simple question de gestion gouvernementale dépendant des humeurs des politiciens et des agendas électoraux.

حقوقيون يتحدثون

عن الحصيلة الحقوقية لسنة 2012



من ندوة سابقة نظمها المجلس الوطني لحقوق الإنسان



محمد تشناش

مصطفى المانوري

أمينة بوغياش



خديجة رياضي

حامى الدين

عزيز بلبوداي - ادريس البعقيلي

أكدت أمينة بوغياش، نائبة رئيس الفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان، ردا حول الحصيلة الحقوقية للمغرب بمناسبة اليوم العالمي لحقوق الإنسان، الذي يُصادف العاشر من جينر، أنه يجب أن نقر في البداية، وكفديرالية دولية لحقوق الإنسان، أن المغرب سجل تقدما ملموسا فيما يتعلق بالانحيازات الإيجابية في الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان، كما تسجل الفيدرالية بارتياح دخول المغرب في عملية تنفيذ الاتفاقيات المرتبطة بمدف الاختفاء القسري، وكذا مصداقة الحكومة المغربية على ثلاث بروتوكولات هامة جدا في مجال الحقوق. في المقابل، سجلت الفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان، تراجعها للمغرب خلال سنة 2012 في عدة مجالات تهم حقوق الإنسان، وقد نتج عن ذلك عدم انتخاب المغرب كعضو في المجلس الدولي لحقوق الإنسان، وتخصيصه، سجلنا بعض النقاط السوداء في مجال حقوق الإنسان بالمغرب، وسجلنا مجموعة من الإشكالات خاصة فيما يتعلق بتدبير الاحتجاجات، وكذا تدبير ملفات الترحيل، فيما يخص وسائل الإعلام والصحافة، كما أن المغرب، وضد ما تضمنته دستور الجديد خاصة في الفصل 20، صوت بالامتناع ضد عقوبة الإعدام مخالفا مطالب الحقوقيين ومعانسا الطموحات.

وسجل محمد تشناش، رئيس المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، على حصيلة حقوق الإنسان في المغرب سنة 2012، أنها قدمت تسورا جيدا يتضمن في ديباجته العديد من الفصول التي تنص على اعتراف المغرب بمضامين حقوق الإنسان كما هو متعارف عليها عالميا، منها ما يخص على المصافاة بين الرجل والمرأة، وقريبة البراعة من خلال محاكمات عمالة، وكذلك حقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، والاعتراف بالإرهابية كلفة رسمية وبالتالي، تظل كل هذه الأمور إيجابية على المستوى النظري، لكن في الشق الذي يتعلق بتفعيلها على أرض الواقع تظل في حاجة إلى سن قوانين تنظيمية وهذا لم يتحقق إلى حد اليوم. والسبب في اعتقادي يعود إلى مظاهر الكسل التي عرفها الأداء الحكومي وأغلبه البرلمانية.

من جهة ثانية، وفي سياق استحضار الحصيلة السنوية لوضع حقوق الإنسان بالمغرب، تميزت هذه السنة، بالعنف المفرط ضد المظاهرات السلمية ذات المطالب الاجتماعية، حيث نستنتج أن هذا يتعارض مع معطى الحق في الاضرب كما تنص عليه المواثيق الدولية التي وقع عليها المغرب الشيء الذي يلزم من جديد التساؤل حول الدوافع التي لازالت تقف أمام صدور قانون النقابات والاضراب الي الوجود في غياب أي تفسير من طرف الحكومة الحالية.

من جهة أخرى، من النقاط السوداء التي عرفتها حقوق الإنسان، ليد من استحضار وتسجيل استمرار اعتقال الصحافيين والعلميين عن الرأي المخالف لسلطات بدون قيامهم بأي عمل إجرامي يستحق الاعتقال، الي جائنتكار العنف ضد النساء، لعنف بالجامعة المغربية، ظاهرة استغلال الأطفال والخدمات بما فيهم الخدمات الإجانب.

أما مصطفى المانوري، رئيس المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف، فقال بصعب تقييم الحصيلة بشكل موضوعي في ظل استمرار تعاطف نفوذ القوى الرجعية والمحافظات عالميا وجهويا وإقليميا في العلاقة مع

تدبير الشأن العام الوطني، خصوصا أمام الحاجة الي تفعيل مقتضيات دستور مهاد بالتداول وفق ما يسمى بموازين القوة الإرتدادي والمختل لقيادة السلطة التنفيذية، براسين تنهاتي فيها البرالية مع التقديرات الهجته، مقابل انكماش دور القوى الحاملة للمشروع الديموقراطي، وما يشكله ذلك من تهديد للكثكتات الديموقراطية ولماكانات وقروض توسيها، وفي إطار ترديد الحقوقيين حول حدود وصعور الانحيازات في البناءة على عتيا، ولو من خلال إعلان المقاومة والمعانعة لإحتفالات الكصوص الحقوقية العام، وضمن ما تنفي من بصيص الإحتياج الاجتماعي المتبوع، وحتى تكون إيجابيين ليد من الاعتراف بان الحكومه منجزات مهمة في مجال حقوق الإنسان وعلى رأسها مصادقتها على مشروع قانون ضمانة العسكريين الذي يشترن للإفلات من العقاب ويمنح صكوك براءة للعسكريين المسؤولين عن انتهاكات الماضي الجسيمه على عهد سنوات الرصاص، والمنجز الثاني التكو في مواصلة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والصالحه وعلى الخصوص ملف التسوية والإمراج الاجتماعي لضحايا سنوات الرصاص بعض النظر عن اعتبار ملفات الاختفاء القسري خارج الأحدثه الحكوميه وغير ذات أولويه، بالإضافة الي الإمتناع عن التصويت اعميا على قرار إيفاف تنفيذ عقوبة الإعدام، ثم عدم إعمال التوصيات في الشق المتعلق بالنفوض بمخافة حقوق الإنسان في العلاقة مع

الحكامه الأسيمة وتفعيل ميذا عدم الإفلات من العقاب، بما يعينه من تصاعد قمع الاحتجاج السلمي وتعتيل مسلسل المحاسبة والمسامحة ومع ذلك ليد من للتوويه بالتصديق على إقتابتي حماية الأشخاص من الاختفاء القسري ومناهضة التعذيب وكافة صنوف المعاملة القاسية لكون الي القيام بإجراءات النشر والإبداع بصرف النظر عن عدم تصريح الحكومه للجنة الأسيمة المناهضة للاختفاء القسري بتلقي الشكايات والتظلمات مباشرة من الضحايا، وحتى لاتفخ الحكومه لأمناس من التذكير بان رئيسها لإزال بعس عن تفعيل الصلاحيات الممنوحة بمقتضى الدستور الجديد، بل إننا نلاحظ وتُرصد بشكل ملموس الممارسات المؤسساتية للدولة وعلى رأسها ممارسات الحكومه ورئيسها والتي تجتهد عسبا من أجل تكريس تأويل للدستور الجديد يفرغه من إيجابياته وينتصر لروح دستور 1996 وما قبله، جعلنا من الحكومه تابعة وتبليه، مما يلزم تسأولات حول مستقبل المنجبة البرلمانية، في المغرب الذي يرتكز على توازن السلطات والإختصاصات داخل السلطة التنفيذية وفي إرتباط وليمق مع توسيع مجال القانون، وأذا نُؤمن بان القضاء هو الضامن لتحصين وحماية الحقوق والحريات، فإن ورض إصلاح منظومه العدالة لإزال في حاجة الي تسريع للويرة وتأهيل تدبير الحوار الوطني الجاري حوله، حيث لاتكفي النوايا الحسنه التي قد تتوفر لدى وزير العدل في زرع الطابع السبائي للقطاع.

من جيتها سجلت خديجة الرياضي، رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، «مزيدا من التجاوزات والانتهاكات في مجال حقوق الإنسان بالمغرب». لئلا، تغيب الإزاده السياسية لدى الحكومه المغربية في تنفيذ وتطبيق ما للزمه به في هذا المجال خاصة فيما يتعلق بالتزاماتها المرتبطة بالاتفاقيات الموقعه دوليا، في السنه الماضية، استمرت نفس الرؤيه لده الحكومه المغربيه، حيث ما تزال حقوق الإنسان عملة توضع كواجهة لتحسين صورة المغرب وليس إلا الحكومه استعطلت المصالحة والإصاف في الدعاه وفي ترويج صورة بعيدة عن واقع حقوق الإنسان بالمغرب. الحكومه استغلت صدور الدستور الجديد وجعلت منه شجيا لتلميع صورتها والدعاء بان المغرب شكل جالة الاستثناء في الربيع العربي وترجمه حكمة مسؤوليه.

السنه المنقضيه كرست مره أخرى تلك المنهات التي ناضنا نلتمت به بوليا، في المقابل نعتزف أن السنه المنصرمه عرفت السلطه، العنف في تدبير ملفات قطاعات كثيره، لإزال هناك الحكامات السياسيه، الدولة ما تزال عاجزه عن تنفيذ ما تضمنته منها الإيجابيه ومنها ما يراضل إيراد اللفق، فمن تحقيق بعض المكتسبات الجزئيه في مجال حقوق الإنسان بالمغرب، لكن المنهات هو أن هذه المكتسبات لا تلتحق ولا تنفذ. هي سنه في نظري، تركز سلسلا بنا قديما ومنذ فترة طويله. سلسل يعرف كل التجاوزات والانتهاكات والدولة تتعامل فيه بمنطق التجاهل والانتفاء بالانتماء والواجبه ولا غير.

وبالنسبة لعبد العالي حامي الدين، رئيس منتدى الكرامة لحقوق الإنسان، فإن، يمكن تسجيله حصيلة بسنة 2012، في مجال حقوق الإنسان في المغرب، يرتبط أساسا بمجموعة من المؤشرات الإيجابية ومنها ما يراضل إيراد اللفق، فمن المؤشرات الإيجابية والتي تعكس التطور الهام في هذا المجال يتعلق بما تضمنته الدستور الجديد الذي جاء بمقتضيات عمده تترجم الدولة برياهة وحماية كافة الحقوق المدنية والأسيمة تسجل في هذا الإطار مثلا الحق في المحامه، منع التعذيب والمؤشرات الإيجابية ومنها ما يراضل إيراد اللفق، هناك التسريع بالمصادقة على الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان، الصريح على البروتوكول الحق بالعهد الدولي لحقوق الإنسان، وكذا المصادقة على البروتوكول الحق بمناهضة التعذيب والبروتوكول للمحق بتناضه كافة أشكال التمييز في حقوق المرأة من المؤشرات الإيجابية التي سجلناها، ما عبرت عنه الحكومه في إطار برنامجها الحكومي في مجال رعايه وحماية حقوق الإنسان، سجلنا في نفس السياق بشكل إيجابي إختيار المغرب أن يرض نفسه أمام المجلس الدولي لحقوق الإنسان جينيف كل سنتين عوض أربع سنوات.

في مقابل ذلك، سجلنا خلال سنة 2012، مؤشرات ملهقة في مجال حقوق الإنسان بالمغرب، هناك مثلا التدخلات العنفيه للقات العموميه في الوقفات الاحتجاجيه السلميه، سجلنا كذلك استمرار تربي الإوضاع داخل السجون المغربيه والس بحق السخاه، فعما يتعلق مثلا بالتعذيب، «التعذيب المسمه وغيرها من الحقوق، وسجنا أن هناك استمرار تلك المعامله القاسيه تجاه السجناء، تسجل في نفس السياق بقلق شديد، استمرار اعتقال معتقلين في ملفات سياسيه وعدم الإنتهاء من ملف ما يسمى ب(ملف بلعيرج) الذي تم فيه الإفراج عن متهمين أصليين وأساسيين في الوقت الذي يستمر فيه اعتقال وحبس أشخاص عابدين. في نفس الإطار، تسجلنا بقلق ما يعرفه ملف معتقلي السفليه الجهاديه بالرغم من وجود رغبه معين عنها لإعادة فتح هذا الملف. وهذا يؤكد أننا نتفهم منح الحوار الوطني لإصلاح القضاء كل الأوليويه، وننتظر مع ذلك إعادة فتح ملف السفليه الجهاديه، كما نعتبر عن قلقنا من استمرار اعتقال أعضاء حركة 20 فبراير وهي مناسبة لتظالم بإطلاق سراحهم. تسجل أيضا تربي «خدمة العموميه في مجال الإعلام وتنتظر تحريك هذا الملف خلال السنه الجديده،

اليوم العالمي لحقوق الانسان

الحقوقيون يستعرضون اليوم أوضاع المغرب

يستعرض العالم اليوم ، حكومات ومنظمات دولية وإقليمية ومحلية ، أوضاع حقوق الانسان، كل من زاويته ومن قيمه . فاليوم هو اليوم العالمي لهذه الحقوق الذي يصادف الذكرى 64 للمصادقة على الاعلان العالمي لحقوق الانسان من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة ، وهو الاعلان الذي يتضمن 30 مادة . ويعد المصدر الرئيسي الذي تفرعت عنه اتفاقيات وإعلانات وبروتوكولات خلال العقود الستة الماضية.

المغرب ، الذي صادق على العديد من هذه الاتفاقيات، سيشهد اليوم مجموعة من الأنشطة أبرزها ثلاثة، فالمنظمة المغربية لحقوق الانسان التي يرأسها الدكتور محمد النشاش شتعد ندوة صحفية بمقرها بالرباط تعطي من خلالها انطلاقة برنامج يتعلق بدراسة مقترحات القوانين التنظيمية لتفعيل الدستور تم اعداده بتعاون مع مؤسسة «فريدريك إيبرت» .



اليازمي يلقي درسا
افتتاحيا حول «تجربة
هيئة الانصاف
والمصالحة بالمغرب»

الجمعية المغربية لحقوق الانسان، التي تترأسها الاستاذة خديجة الرياضي اختارت الاحتفال بهذا اليوم تحت شعار: «جميعا من أجل اطلاق سراح معتقلي حركة 20 فبراير وكافة المعتقلين السياسيين»، وسيقدم مكتبها المركزي ندوة لتقديم تصريح 10 دجنبر حول تقييم الجمعية لأوضاع حقوق الانسان خلال سنة 2012 ، وتقديم مذكرة المطالب الأساسية التي سترسلها للحكومة والجهات المعنية، وسيحضر المقر المركزي هذه الندوة الصحفية . وبالمناسبة أصدر المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والانصاف (لجنة التنسيق لعائلات المختطفين مجهولي المصير وضحايا الاختفاء القسري) ، الذي يرأسه الاستاذ مصطفى المانوزي بيانا اشار فيه إلى « فشل المقاربة التي اعتمدها الدولة المغربية وهيئاتها ومجالسها في معالجة ملف الاختفاء القسري في شموليته، وبذلك يبقى الملف مفتوحا إلى أن تتم الاستجابة للمطالب المشروعة لكل الضحايا وعائلاتهم».

أما المجلس الوطني لحقوق الانسان فستنظم لجانته الجهوية الـ 13 العديد من الندوات الموضوعاتية والتقييمية في مجال حقوق الانسان . ومن هذه الأنشطة توقيع المجلس لاتفاقية إطار خاصة بماسر حقوق الانسان مع كلية الحقوق بالرباط اكدال، وبالمناسبة

سيلقي رئيس المجلس الاستاذ ادريس اليازمي درسا افتتاحيا حول « قراءة في تجربة هيئة الانصاف والمصالحة بالمغرب» ، والنشاطان معا بندرجان ضمن فعاليات أنشطة القافلة الجهوية لحقوق الانسان التي تنظمها اللجنة الجهوية بالرباط . القنيطرة، ويرأسها الاستاذ عبدالقادر ازريع .

وبعد غد الأربعاء سيحضر مقره بالرباط مائدة مستديرة مع المندوبية الوزارية لحقوق الانسان التي يرأسها المحجوب الهبة في موضوع «الآليات الاممية لحقوق الانسان والالتزامات الدولية للمغرب» . وللتذكير ، فقد تميزت سنة 2012 بـ :

- مصادقة المغرب على الاتفاقية الدولية حول الاختفاء القسري، والتي تتضمن 45 مادة وتنص على أنه لايجوز تعريض أي شخص للاختفاء القسري، أو التذرع بأي ظرف استثنائي كان... لتبرير هذا الاختفاء.

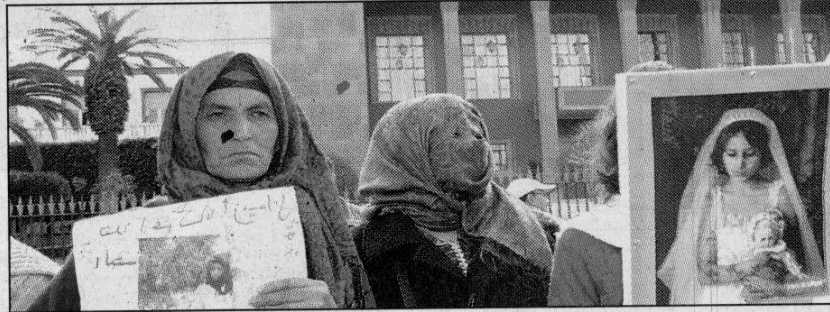
- تقديم المغرب لتقريره الدوري الشامل الذي استعرض ماتم القيام به رسميا في مجال حقوق الانسان منذ 2008. وقد صدرت العديد من التوصيات عقب مناقشة هذا التقرير.

- احتضان المغرب للمؤتمر الاقليمي من أجل إلغاء عقوبة الاعدام .
- امتناع المغرب عن التصويت لصالح قرار الجمعية العمومية للأمم المتحدة من أجل تعليق عقوبة الاعدام، وهو ماشكل مفاجأة للحقوقيين داخل وخارج المغرب، لأن موقف الحكومة المغربية يسير عكس مضمون الدستور الذي يقر بالحق في الحياة . وللإشارة فقد صوتت الجزائر للمرة الرابعة لصالح هذا القرار وصوتت تونس لصالحه للمرة الاولى.

- إصدار المجلس الوطني لحقوق الانسان لتقريرين مهمين يتعلق الاول ب الصحة العقلية وحقوق الانسان ... والثاني حول أوضاع السجون والسجناء تضمن 100 توصية ينتظر الرأي العام تفعيلها . إضافة للرأي المتعلق بمشروع القانون حول الضمانات القانونية للعسكريين، والرأي حول حياة المناصفة ومناهضة التمييز...

مصطفى العراقي
تفاصيل أخرى في ص 20

تجمع مئات الأشخاص أول أمس السبت 8 ديسمبر، في الرباط لتشكيل سلسلة بشرية تنديدا بكل أشكال العنف بحق النساء



النساء لتشمل قضية التحرش الجنسي، وينص القانون المغربي على معاقبة مرتكب التحرش، لكنه يفرضه بشروط مثل ضرورة وجود شاهد، مما يجعل تطبيقه أكثر صعوبة. ورفع المشاركون في السلسلة البشرية لافتة حملت عبارة «لا تنسوا أن حقوق النساء هي حقوق إنسانية». الوثيقة النسائية التي تطلعت أمام قبة البرلمان في اتجاه وزارة العدل والحريات، عرفت حضور أسماء نسائية وزانة، كرئيسة فدرالية الرابطة الديمقراطية لحقوق المرأة «فؤادية العسولي»، والنائبة في الحقل النسائي «عائشة الشفة»، وكذلك «نزهة كطوف»، العضوة السابقة في اللجنة الملكية المكلفة بتعديل مدونة الأحوال الشخصية، ونزهة الصقلي وزيرة الأسرة والنخاض السابقة، بالإضافة إلى وزراء سابقون وكذلك حضور شخصيات فنية ومسرحية وصحفية.

وقالت العديد من الناشطات في تجمع «ربيع الكرامة» الذي يضم 22 جمعية تدافع عن حقوق النساء وفق وكالة الأنباء الفرنسية، نحن هنا لإدانة العنف الجسدي والشفوي والمعنوي إضافة إلى التحرش بالنساء، وبدا هذا التحرك أمام البرلمان وامتد حتى وزارة العدل. وفي المغرب الذي يضم 32 مليون نسمة، تتعرض نحو ستة ملايين امرأة للعنف أكثر من نصفهم في إطار العلاقة الزوجية وفق إحصاءات نشرتها الحكومة أخيرا. وقالت الناشطات منظمات التجمع سينيغي أن ينسجم القانون المغربي مع الاتفاقات الدولية التي صادق عليها المغرب، وخصوصا تلك المتعلقة بحقوق النساء. وأضفن، يجب إعادة النظر في القوانين المتصلة بالعنف الذي يمارس ضد



اليازمي يتزعم مسيرة نسائية

لمناهضة العنف ضد المرأة

الرباط - دلتا العطاونة

تزعم، ادريس اليازمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومجلس الجالية المقيمة بالخارج، مسيرة نسائية للتنديد بالعنف الممارس ضد النساء المغربيات من أجل إقرار الحقوق السياسية والمدنية والاجتماعية والاقتصادية المنصوص عليها في الدستور الجديد، وذلك انطلاقا من شارع محمد الخامس بالرباط مرورا بمقر مجلس النواب وصولا الى مقر وزارة العدل والحريات وذلك أول أمس السبت.

وشارك في المسيرة المساندة للنساء أزيد من 400 نشيطة في مجال حقوق الانسان والمجتمع المدني بكل قطاعاته من الطفولة الى المعاقين مرورا بحماية البيئة والدفاع عن النساء المعنفات، علاوة على شخصيات برلمانية وسياسية بينهم النائبتان خديجة الرويسي من حزب الأصالة والمعاصرة ونزهة الصقلي من حزب التقدم والاشتراكية، وجمال اغماني الوزير السابق في التشغيل، وخديجة الرياضي، رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وعائشة الشنا رئيسة جمعية «التضامن النسوي» وأمينة لطفى، الرئيسة الوطنية للجمعية الديمقراطية لنساء المغرب، وأخريات بينهم نساء ضحايا العنف المنزلي قدمن من مختلف مدن المغرب. وطالب المشاركون في هذه المسيرة الرمزية الحكومة بمراجعة القانون الجنائي، من خلال تشديد العقوبة على مغتصبي النساء بكل أعمارهن، وكذا رفع العقوبة الى الاقصى في حالات التعنيف الموجه ضد المرأة سواء من قبل الأقارب أو الغرباء خاصة المؤدي الى عاهات مستديمة سواء على المستوى الجسدي أو النفسي. وجاءت هذه المسيرة طبعا لنداء وجهه تحالف «ربيع الكرامة»، المشكل من العشرات من جمعيات المجتمع المدني التي وجهت رسالة لرئيس مجلس النواب وأخرى مماثلة الى وزير العدل والحريات، يطالب من خلالها بتغيير شامل وجذري للقانون الجنائي يأخذ بعين الاعتبار المطالب المشروعة للحركة النسائية. وتأتي هذه التظاهرة في سياق الحملة الدولية لمناهضة كافة أشكال العنف الممارس ضد النساء. وكذا تخليدا لليوم العالمي لمناهضة العنف ضد المرأة الذي يتزامن مع 25 نونبر من كل سنة. يشار إلى أن تحالف «ربيع الكرامة» أطلق مبادرة السلسلة البشرية التي يراد منها بالأساس التعبير عن مطالب النساء ضحايا العنف في كافة تراب المملكة.



إطلاق «مشروع حفظ الذاكرة لسنوات الرصاص»

أطلقت جمعية «سلا المستقبل». يوم الجمعة الماضي، مشروع حفظ الذاكرة لسنوات الرصاص» بالمدينة تحت شعار «من أجل أن لا يتكرر أبدا». وذلك في إطار فعاليات القافلة الجهوية التي تنظمها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرباط - القنيطرة خلال الفترة من 7 إلى 22 دجنبر الجاري.

ويرتكز هذا المشروع المنظم بشراكة مع المجلس الجهوي لحقوق الإنسان بالرباط - القنيطرة. على ثلاثة محاور أساسية (جلسات الذاكرة. وتوثيق الذاكرة. والتنظيمات الشبابية وأندية المواطنة والتربية على حقوق الإنسان). ويهدف المحور الأول إلى «تحرير الذاكرة في ما يتعلق بالاختفاء القسري والاعتقال السياسي بمدينة سلا. ورد الاعتبار للضحايا وعائلاتهم. وتربية الشباب على قيم المواطنة ومصالحهم مع ماضي الانتهاكات بالمغرب».

ويروم المحور الثاني توثيق الذاكرة عبر إنجاز تحقيقات وبحوث مكتوبة وموثقة بالصوت والصورة حول ذاكرة الاختفاء القسري بالمدينة. من أجل التعريف بنضالات المعتقلين السياسيين ونضال عائلاتهم.

أما المحور المتعلق بالتنظيمات الشبابية وأندية المواطنة والتربية على حقوق الإنسان. فيسعى إلى تعميم ونشر حصيلة عمل هذا المشروع في أوساط نوادي المواطنة والتربية على حقوق الإنسان داخل المؤسسات التعليمية والتنظيمات الشبابية بالمدينة بغاية تربية الناشئة على قيم المواطنة وحقوق الإنسان. واحترام الحق في الاختلاف وتعزيز قيم التسامح. وذلك بهدف عدم تكرار ما جرى. يشار إلى أن القافلة الجهوية لحقوق الإنسان شكلت مدينة سلا أولى محطاتها على مستوى جهة الرباط سلا زهور زعير.

ويتضمن برنامج هذه القافلة على مستوى الجهة لقاءات تواصلية وندوات مع جمعيات المجتمع المدني والمنتخبين المحليين والجامعات والكليات والمعاهد والشركاء المؤسساتيين بمدن سلا وتمارة والخميسات. وتهدف هذه القافلة الجهوية إلى ترسيخ المقاربة التشاركية مع مختلف الفاعلين على المستوى الجهوي والمحلي. وتأسيس ثقافة وفكر حقوق الإنسان في جميع مستويات التعليم وخاصة الجامعي. وتيسير إمكانية البحث العلمي في المجال وتطويره لخلق تراكم فكري يستند الممارسة الميدانية



أسواق

إسماعيل العلوي*



سلا أدت ضريبة
كبيرة خلال
سنوات الرصاص

■ حاوره - محمد أسعدي ■

□ أطلقت «جمعية سلا المستقبل» التي ترأسها «مشروع حفظ الذاكرة لسنوات الرصاص». لماذا اختيار مدينة سلا بالضبط؟

● في الواقع هذا الاختيار له عدة أسباب، منها الخطوة التي أطلقها المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتمثلة في القيام بقافلة للاستمرار في عملية الإنصات والاستماع إلى كل من تضرر من القمع وكبت الحريات بجميع أشكالها. غير أن جبر الضرر يقتضي كذلك أن لا نترك أية بقعة من البقع في المغرب، التي تضررت خلال سنوات الرصاص. ونحن نعتبر أن مدينة سلا أدت ضريبة كبيرة في تلك الفترة، حيث اعتقل واختطف خيرة شبابها وتعرضوا لكل أنواع التنكيل والتعذيب. وجمعيتنا تضع اليد في يد المجلس الوطني لحقوق الإنسان من أجل حفظ الذاكرة لسنوات الرصاص بمدينة سلا وفي مدن أخرى.

□ ماهي الغاية من هذه المبادرة؟ هل تروم مثلا تعويض بعض الأسر المتضررة من سنوات الرصاص؟

● هدفنا هو تحرير الذاكرة فيما يتعلق بالاختفاء القسري والاعتقال السياسي بمدينة سلا. ورد الاعتبار للضحايا وعائلاتهم، وتربية الشباب على قيم المواطنة ومصالحهم مع ماضي الانتهاكات بالمغرب. كما أن الغاية من هذه المبادرة، هي تفعيل مضامين الدستور الجديد الذي من شأنه حماية مجتمعنا ووطننا مما عشناها في السبعينيات والثمانينيات من القرن الماضي. وفي هذا الصدد، لم تقتصر على جهة الرباط سلا زمور زعير، ولكن منطقة شراردة بني احسين كذلك.

البرنامج الذي أطلقناه يهدف إلى تعميم ونشر حصيلة عمل هذا المشروع في أوساط نوادي المواطنة والتربية على حقوق الإنسان داخل المؤسسات التعليمية والتنظيمات الشبابية بالمدينة وتحسيسهم بأهمية احترام الحق في الاختلاف وتعزيز قيم التسامح، وذلك بهدف عدم تكرار ما جرى، والذي يلخصه شعار: «من أجل أن لا يتكرر هذا أبدا».

نحن في جمعية سلا المستقبل نعتبر أن حفظ الذاكرة والتاريخ هو الصمام الوحيد، الذي يستطيع الوقوف دون تكرار ما وقع. ومن أجل ذلك، نظمنا جلسات الاستماع لبعض ضحايا سنوات الرصاص وعائلاتهم، وجمعنا الصور. الوثائق التي تؤرخ لتلك الحقبة الزمنية لحفظها للأجيال المقبلة.

□ هل تتفق مع الذين يعتقدون أن ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان لا يزال مستمرا حتى في ظل الدستور الجديد؟

● نحن نعتبر أننا لم نصل إلى الكمال في المغرب من ناحية حقوق الإنسان، خاصة في المجالات التي تهم العدالة الاجتماعية والمساواة. وفي الديمقراطية السعي إلى الكمال هو دائما مشروع، رغم صعوبة الوصول إليه. المهم اليوم، هو أن لا تحدث ردة حقوقية وتراجع عن المكتسبات الموجودة، وهذا في رأيي يحتاج إلى مستوى رفيع من اليقظة والحذر، لأن حقوق الإنسان معرضة دائما للتهديد بالزوال.

* رئيس جمعية سلا المستقبل



المانوزي يتهم الحكومة والصابار بالتنكر لتوصيات الإنصاف والمصالحة

■ مخلص الصغير

دورته السادسة التي تزامنت مع احتفالية اليوم العالمي لحقوق الإنسان والتي تصادف العاشر من شهر دجنبر من كل سنة.

كما أدان المنتدى، في البيان الصادر عن أشغال مجلسه الوطني، ما وصفها بـ«الممارسات المؤسساتية للدولة، وعلى رأسها الممارسة المؤسساتية للحكومة»، والتي تكرر، بحسب البيان، تاويلا للدستور الجديد «يفرغه من إيجابياته، وينتصر لروح دستور 1996 وما قبله». وهو ما جعل من حكومة بنكيران «حكومة ذيلية»، بتوصيف البيان.

حذر المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف مما أسماه «استمرار تعاظم نفوذ القوى المحافظة في تدبير الشأن العام الوطني»، وذلك في مقابل «انكماش دور القوى الحاملة للمشروع الديمقراطي، وما يشكله ذلك من تهديدات للمكتسبات الديمقراطية ولفرض توسيعها». كان ذلك هو العنوان العريض لخلاصات اجتماع المجلس الوطني للمنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف، الذي عقد في الرباط،

التفاصيل ص 5

في ذكرى تخليد اليوم العالمي لحقوق الإنسان لأول مرة على عهد حكومة بنكيران

المنتدى المغربي لحقوق الإنسان يتهم الحكومة والصابر بالتكبر لتوصيات الإنصاف والمصالحة

مخلص الصغير



حذر المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف مما أسماه استمرار تعاضل نفوذ القوى المحافظة في تدبير الشأن العام الوطني، وذلك في مقابل أنكماش دور القوى الحاملة للمشروع الديمقراطي، وما يشكله ذلك من تهديدات للمكتسبات الديمقراطية ولفرص توسيعها. كان ذلك هو العنوان العريض لخلاصات إجتماع المجلس الوطني للمنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف، الذي انعقد في الرباط، بمناسبة دورته السادسة التي تزامنت مع احتفالية اليوم العالمي لحقوق الإنسان التي تصادف مثل هذا اليوم، العاشر من شهر جنبر من كل سنة.

كما أدان المنتدى، في البيان الصادر عن أشغال مجلسه الوطني، ما وصفها بالممارسات المؤسساتية للدولة، وعلى رأسها الممارسة المؤسساتية للحكومة، والتي تركز، بحسب البيان، تأويلا للدستور الجديد "بفرغه من إيجابياته، ويتنصر لروح دستور 1996 وما قبله، وهو ما جعل من حكومة عبد الإله حكومة ذيلية، بتوصيف البيان.

وفي هذا الصدد، أعلن المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف عزمه على مواجهة توجه الحكومة لنقض البد من الالتزام بتنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة. ومن مؤشرات التملص الحكومي من تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة وإعمالها، تحدث المنتدى عما أسماه تزايد حدة القمع وشراسته في مواجهة مختلف أنواع الاحتجاجات المشروعة، إضافة إلى مواجهة النشاط الحقوقيين، وذلك في تعارض تام مع توصية هيئة الإنصاف والمصالحة المتعلقة بالحكامة الأمنية، يشدد المنتدى، معتبرا، أيضا، أن الممارسات الصادرة

هيئة الإنصاف والمصالحة، التي كانت صريحة في الدعوة إلى الامتناع عن تنفيذ عقوبة الإعدام، في أفق إلغائها بشكل تدريجي.

وفضلا عن موقفه من حكومة عبد الإله بنكيران، عاتب المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف رئيسه السابق، والأمين العام الحالي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار، بسبب عدم مباشرة المجلس الوطني لحقوق الإنسان لمواصلة التحري في ملفات الإختفاء القسري بالخصوص، مثلما استنكر على المجلس عدم العمل على مواصلة تنفيذ باقي توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، وعدم إنشائه لجنة خاصة، واقتصر عمله في الموضوع على الملف الاجتماعي.

هذا، وطالب المنتدى بوضع طلبات لدى القضاء من أجل الحصول على "حقيقة قضائية" تثبت

عن الحكومة تجاه الحركة الحقوقية تعارض، بشكل مطلق، مع ما جاء في الدستور الجديد حول الحق في التظاهر السلمي وحرية الرأي والتعبير.

هذا، واستنكر المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف إعلان الحكومة عدم أولوية الكشف عن الحقيقة في ملف الإختفاء القسري وتحميلها للملف الاجتماعي للضحايا وتصرفها، وكان موضوع تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة هو خارج مجال اختصاصها، يعلق البيان الصادر عن المنتدى.

من جهة أخرى، استنكر المنتدى تصويت الحكومة الحالية، مثل سابقتها، بالامتناع عن ملتمس إيقاف تنفيذ عقوبة الإعدام المعروض على الجمعية العمومية للأمم المتحدة، وهو ما يتعارض ومضمون توصية أساسية من توصيات

مادية الإختفاء القسري، خاصة بعد استفاد كل المساعي لدى الليات التحري المشاة منذ هيئة الإنصاف والمصالحة وما بعدها، وبعد تواصل تعثر تحديد هويات الرفات وفق المعايير العلمية وتسليمها لذويها. كما دعا المجلس الوطني للمنتدى إلى المساهمة في الحركة الحقوقية من أجنحة مشتركة "بأولويات واضحة"، وذلك من خلال دينامية تتبع الورش التشريعي المفتوح في الجوانب ذات الصلة بحقوق الإنسان، مع بلورة مقترح مشترك بخصوص الآلية الوطنية للتعذيب. مثلما لم تفت المنتدى الدعوة إلى عقد المناظرة الوطنية الثانية من أجل الحقيقة والإنصاف، تتوج بالإعلان عن "استراتيجية وطنية حول الحكامة الأمنية"، تشارك في صياغتها وإقرارها مختلف الأطراف المعنية. فضلا عن وضع إستراتيجية وطنية لعدم الإفلات من العقاب، كما تنص على ذلك توصية هيئة الإنصاف والمصالحة ذات الصلة، دائما، إلى جانب الإسراع بحل ملفات الإدماج الاجتماعي، والبحث في باقي جبر الضرر والإدماج والتغطية الصحية، بالنسبة إلى الضحايا الذين وضعوا ملفاتهم خارج الأجل، والضحايا غير المستفيدين من توصيات الإدماج.

في مقابل ذلك، سجل المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف تثمينه لعدد من الخطوات، من قبيل صدور مشاريع القوانين بالموافقة على الاتفاقيات الدولية التي سبق اعتمادها في عهد الحكومة السابقة، والمتعلقة بالبروتوكول الاختياري الملحق باتفاقية مناهضة التعذيب، والبروتوكول الاختياري الأول الملحق بالعهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية، والبروتوكول الاختياري الملحق باتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة.

المجلس الوطني لحقوق الإنسان وكلية الحقوق الرباط - أكادال يوقعان اتفاقية إطار خاصة بـماستر حقوق الإنسان

الرباط/10 دجنبر 2012/ومع/ وقع المجلس الوطني لحقوق الإنسان وكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية الرباط - أكادال، اليوم الاثنين بالرباط، اتفاقية إطار خاصة بـماستر حقوق الإنسان.

وتهدف هذه الاتفاقية، التي وقعها رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان السيد إدريس اليزمي، وعميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية الرباط - أكادال السيد لحسن ولحاج، إلى تأصيل ثقافة وفكر حقوق الإنسان في جميع مستويات التعليم وخاصة الجامعي، وتيسير إمكانية البحث العلمي في المجال وتطويره لخلق تراكم فكري يسند الممارسة الميدانية.

وتندرج هذه الاتفاقية في إطار الاحتفالات التي تنظمها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان الرباط - القنيطرة بذكرى صدور الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الذي يصادف 10 دجنبر من كل سنة.

وتتضمن هذه الاتفاقية عددا من الالتزامات من لدن الطرفين، من بينهم عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان على إغناء الخزانة الجامعية بالكتب والإصدارات المرتبطة بحقوق الإنسان، وتكوين الفريق البيداغوجي وضمان دورات تكوينية للطلبة باللجان الجهوية والمجلس الوطني وبالخارج، في حين ستعمل الكلية على تكوين الطلبة في مجال حقوق الإنسان، وبرمجة تكوين في اللغات التي تسمح لهم بالتعاطي مع الأدبيات الحقوقية، وكذا تكوين أعضاء المجلس الوطني واللجان الجهوية.

وبالمناسبة، ألقى السيد إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، درسا افتتاحيا تحت عنوان "قراءة حول تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة بالمغرب"، استعرض فيه أهم المحطات التي مر منها مسلسل الإصلاح بالمغرب، خلال العشرية الأخيرة، ومن بينها، على الخصوص، إحداث هيئة الإنصاف والمصالحة، وتقرير الخمسينية، وإحداث المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية وإصدار مدونة الأسرة.

وأبرز السيد اليزمي أن بداية القرن الحالي بالمغرب تميزت بإطلاق سلسلة من الإصلاحات السياسية التي همت إشكاليات مركزية مرتبطة بحقوق الإنسان من بينها المساواة والتعددية والحقوق المدنية والسياسية والحقوق الاقتصادية والاجتماعية، مشيرا إلى أن المغرب ملك الجراءة في سياق إقليمي ساد فيه الاستبداد بكل أشكاله، وقبل الربيع العربي بوقت طويل، للقيام بمجموعة من الإصلاحات.

وذكر رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان بأهم محطات عمل هيئة الإنصاف والمصالحة وعملها في مجال جبر الضرر، وذلك من خلال مهام الهيئة المتمثلة في تحديد كفيات جبر الضرر الفردي والكشف عن الحقيقة خاصة في حالات الاختفاء القسري وتحديد المسؤوليات المؤسساتية وشرح السياق التاريخي للانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان وبلورة توصيات من شأنها ضمان عدم تكرار ما جرى، مبرزا البعد المعنوي السياسي والحقوقى لجلسات الاستماع العمومية التي نظمت في إطار معالجة خروقات حقوق الإنسان.

وأشار إلى أن هذه الدينامية القائمة على إعادة تملك التاريخ وعلى النقاش التعددي و"المواجهات" السلمية، مثلت أحد الإسهامات الأساسية للعدالة الانتقالية.

وأكد السيد اليزمي، من جهة أخرى، ضرورة البحث العلمي لفهم التاريخ الراهن للمغرب، موضحاً أن المغرب "ربما يعاني مما يمكن أن نصفه بـ100تضخم في الذاكرة وعجز في التاريخ"، وأن العمل الذي تم القيام به يجب استكمالها لكن بسلاح الصرامة العملية الأكاديمية.

ولهذا السبب - يقول السيد إدريس اليزمي - أصدرت الهيئة العديد من التوصيات من أجل وضع سياسة حديثة لتدبير الأرشيف ومجهود متواصل للتكوين الأكاديمي وتعزيز البحث وأخيراً وضع سياسة لتعميم المعارف حول المجال من خلال إحداث المتاحف.

وأضاف أن هذا المجهود ساهم في إخراج عدد من القرارات إلى الوجود، من بينها قانون حديث لتدبير الأرشيف، وتنصيب مؤسسة أرشيف المغرب رسمياً سنة 2011، وإنجاز دراسة تمم واقع البحث حول التاريخ الراهن، وإحداث ماستر في التاريخ الراهن إحداث المعهد المغربي للتاريخ الراهن، وكذا متاحف الجهوية للتاريخ، مشيراً إلى أنه تم في إطار برنامج جبر الضرر الجماعي تمويل العديد من المشاريع الجمعية التي تمم الذاكرة.

يذكر أن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان الرباط - القنيطرة تنظم، في إطار ترسيخ دور اللجان الجهوية لحقوق الإنسان في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها وإثراء الحوار حولها مع جميع الفاعلين المعنيين بقضايا حقوق الإنسان، وترجمة دور وإستراتيجية القرب اللذان تضطلع بهما اللجان الجهوية لحقوق الإنسان، قافلة جهوية لحقوق الإنسان تحت شعار "حقوق الإنسان .. ثقافة، نهوض، حماية مسؤوليتنا".

وتهدف القافلة، التي انطلقت يوم الجمعة الماضي وستستمر إلى غاية 22 دجنبر الجاري، إلى التعريف بدور اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان الرباط - القنيطرة، وتعبئة الفاعلين والشركاء المحليين من أجل توطين ثقافة حقوق الإنسان محلياً من خلال تنفيذ البرامج المتعلقة بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها وإثراء الحوار حولها.

وستهم هذه القافلة، التي سيتم خلالها تنظيم ندوات وورشات وأيام دراسية وعروض مسرحية وسينمائية وغيرها، مختلف الأقاليم والعمالات التي يشملها نفوذ اللجنة الترابي : الرباط والصخيرات وتمارة وسلا والقنيطرة والخميسات وسيدي سليمان وسيدي قاسم.

Signature à Rabat d'un accord-cadre entre le CNDH et la Faculté de Rabat-Agdal relatif au Master des droits de l'Homme

Rabat, 10 déc. 2012 (MAP) - Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales Rabat-Agdal ont signé, lundi à Rabat, un accord cadre relatif au Master des droits de l'Homme.

Paraphé par le président du CNDH, Driss El Yazami et le recteur de la faculté de Rabat-Agdal, Lahcen Oulhaj, cet accord a pour objectif d'ancrer la culture et l'esprit des droits de l'Homme à tous les niveaux de l'enseignement et de favoriser et développer la recherche scientifique en la matière, de manière à mettre en place un véritable socle scientifique pour supporter le travail sur le terrain.

En vertu de cet accord, signé en marge de la caravane régionale organisée (7-22 décembre) par la commission régionale des droits de l'Homme (CRDH) de Rabat-Kénitra à l'occasion de la commémoration de la journée mondiale des droits de l'Homme (10 décembre), le CNDH s'engage à alimenter la bibliothèque universitaire en ouvrages et publications liés aux droits de l'Homme, à assurer la formation de l'équipe pédagogique et à organiser des sessions de formation au profit des étudiants.

La faculté de Rabat-Agdal, elle, se chargera de la formation en la matière des étudiants et des membres du CNDH et des CRDH et de programmer l'enseignement des langues devant faciliter l'accès au jargon des droits de l'Homme.

Animant, à cette occasion, une leçon inaugurale sur le thème de l'Instance équité et réconciliation (IER) au Maroc, M. El Yazami a souligné que cette expérience s'inscrit dans une série de réalisations ayant jalonné le processus de réformes tous azimuts lancé au début de ce siècle, mettant en exergue les dimensions morale, politique, historique et symbolique de l'action de cette Instance.

Il a également souligné l'importance de la recherche scientifique et historique et de la formation académique comme compléments des réalisations du Maroc en matière des droits de l'Homme, rappelant que parmi les recommandations de l'IER, figurent la mise en place d'une politique moderne d'archive, le renforcement de la formation et de la recherche et la vulgarisation des connaissances dans ce domaine à travers la multiplication des musées spécialisés.

La caravane régionale organisée par le CRDH Rabat-Kénitra sous le thème "Droits de l'Homme: culture, promotion, protection. Notre responsabilité", s'inscrit dans le cadre de la consolidation du rôle du CNDH et de ses commissions régionales en matière de promotion et d'enrichissement du débat avec les différents acteurs concernés par les questions des droits humains et de la stratégie de proximité que les CRDH doivent adopter.

Au programme de cette manifestation, qui vise notamment la mobilisation des acteurs et des partenaires locaux et régionaux en vue d'ancrer la culture des droits de l'Homme, figurent des séminaires, ateliers, journées d'étude, pièces de théâtre, projection de films, expositions et témoignages.

منجميون سابقون بشمال فرنسا يقصون حكاية ملحمة من فحم ودموع

أكادير/10 دجنبر 2012/ومع/ من المؤكد أن منظمي قافلة المنجميين المغاربة بشمال فرنسا، التي انطلقت منذ ثاني نونبر الماضي بعدد من مدن الجنوب قبل أن تحط الرحال بداية دجنبر الجاري بأكادير، قد كسبوا رهان نفض الغبار عن حقبة مفصلية من تاريخ الهجرة والحفاظ على وهج الجمر متقدا في ذاكرة تآبي النسيان.

"في سنوات الستينات والسبعينات، وقع الاختيار علينا لأننا كنا شبابا وأميين لا نفقه كلمة في اللغة الفرنسية، وكان لزاما على المرشحين للعمل أن يكونوا ذوي بنيات جسدية قوية تمكنهم، وهم مصطفين من دون ملابس أمام المشغلين، من تحمل كدمة على الصدر تحدد مصيرهم"، بهذه العبارة ظل معرض صور وأدوات اشتغال منجمي فرنسا، الذي نظم بمتحف الفن الأمازيغي بأكادير، يستقبل زائريه على مدى خمسة أيام، مهورا بشهادة تحمل توقيع رئيس "جمعية المنجميين المغاربة بشمال فرنسا" السيد عبد الله سماط.

ولعل من واطب على أنشطة الجمعية وما رافقها من عروض ولقاءات وندوات سيحتفظ، مثل رشة ملح على جرح، بشهادات أبلغ كما وردت في الشريط الوثائقي "الوجوه السوداء تقص حكاية الفحم"، الذي جرى عرضه ليلة افتتاح هذه القافلة، لما تضمنه من روايات تسلط الضوء على ظروف وسياقات تشغيل جيل كامل من المهاجرين تم اقتلاعهم من جذورهم على أفواج متتالية منذ ستينيات القرن الماضي.

صحيح أن عمر الجرح يزيد عن 50 عاما، لكن الأکید أيضا أنهم قلة من حاولوا نسيان أو تناسي تلك التجمعات المنظمة في المناطق القاصية من سوس، حينما كان "فيليكس مورا"، العسكري الفرنسي السابق الذي غدا رأس حربة المشغلين لفائدة مناجم فرنسا، يتلمس عضلات الفتية المرشحين، قبل أن يختم على صدورهم بميسمه "أم وولي (مثل النعاج)"، بحسب تعبير لحسن.

"الكدمة الخضراء على الصدر تعني القبول والحمرء تعني الرفض. لقد تم رفض ثلثي المرشحين بسبب اللون الأخير"، يضيف السيد لحسن، أحد الناجين من ميسم الإقصاء في شهادة مسجلة ضمن كتاب أصدرته "جمعية المنجميين المغاربة بشمال فرنسا" في يونيو 2008.

بل إن فيليكس مورا نفسه راح يتباهى بإنجازاته، وفق ما ورد في ذات المصدر، بقوله "إنني جلت جبال سوس بالكامل منذ 1956 وشغلت أزيد من 66 ألف شخص"، علما بأن ما لا يقل عن 70 ألف شاب، هم نسغ الحياة في منطقة قاحلة أصلا، جرى نقلهم في أعقاب فحوصات طبية بعين البرجة بالدار البيضاء كقرايين لآلهة الفحم بشمال فرنسا.

بلوغهم عين المكان بعدما ذاقوا سوم عذاب وترحال، تم نقلهم مباشرة إلى عمق الأرض، فيما يشبه طقسا انتقاليا تتنازع المرء فيه أسئلة مغزى الوجود من عدمه، هناك حيث دوافع الخوف والشك وسؤال المصير تكتسي بالضرورة كثافة أكبر بحكم الحنين والبعد وغربة اللغة والثقافة في بلد مضيف وممنوع على من لم ينالوا حظوة الكدمة: فرنسا الأنوار.

"أنهينا زيارتنا الأولى في عمق الأرض وخرجنا وبكيننا. شرعنا في طرح أسئلة حول ما الذي جاء بنا إلى هنا" Æ Æ، يتابع منجمي آخر في شهادة تبدو لتكرارها وتقاطعها مع شهادات أخرى مثل لازمة شعرية حارقة تعود باستمرار وكأنها ترجع صدى رفاقه القدامى مفادها: "لقد غرر بي فوهبت شبابي للمناجم".

والحال أن إدارة ذات المناجم كانت تخبئ الكثير من المفاجآت لهؤلاء الوافدين الجدد، بحيث وفرت لهم "عقود عمل" عوض أن يستفيدوا من وضع مستخدميهم رسميين حتى يتسنى لها أن تتخلص منهم تحت أي طارئ كان، وأمنت لهم مساكن في أكواخ خشبية دون تدفئة أو ماء ساخن وضمنت لهم مخبرين على الأبواب تحسبا لأي "تنطعات نقابية".

وعن ظروف هكذا إقامة، تورد زوجة أحد هؤلاء المنجمين بعدما التحقت به رفقة أطفالها هذه الشهادة: "على العموم كل مساكن المنجمين غاية في الرداءة. لقد نقلوا أزواجنا ليعيشوا في البؤس، وليكملوا المشهد فرضوا على العائلة بأكملها أن تعيش ذات البؤس".

ولأنهم ظلوا بين فكي كماشية، بحكم موقعهم كمتعاقدين من جهة وظروف اشتغال تفرض عليهم أن يقوموا بأشد الأشغال خطورة، لم تتأخر هذه "الوجوه السوداء التي جرى اختيارها من ضمن الشباب الأميين، ما داموا كانوا يرغبون بعضلات من غير دماغ" في طرح سؤال المصير والمآل، لينفجر أول إضراب بمنطقة "ألزاس لورين" في سنة 1980.

في كتاب آخر (إصدار 2010)، تورد ذات الجمعية تفاصيل ضافية حول المسار الشاق الذي قطعه هؤلاء المنجمون بإمكانياتهم الذاتية منذ الحركة الاحتجاجية الأولى في سنة 1980 إلى الإضراب الكبير لسنة 1987 والذي شكل ملحمة نضالية غير مسبوقه سواء من حيث طول مدته (زهاء شهرين) أو من حيث تكلفته وقسوته على العائلات، وصولا إلى قرار إدارة مناجم فرنسا القاضي بإغلاق المناجم للمرة في سنة 1992.

بعد مرور ثلاثين عاما، مازالت "جمعية المنجمين المغاربة بشمال فرنسا" تقاوم ضد النسيان ومازال منجميو الأمس مصممين العزم على انتزاع ما يعتبرونه حقوقا مشروعة.

"إنهم يودون التخلص منا، لكننا لم ننس الطريقة غير الإنسانية التي شغلونا بموجبها"، هكذا ينتفض إبراهيم كمن يحكي باسم رفاقه القدامى الرواية المخنوقة لأجيال من الشباب، بعضهم عاد إلى أرض الوطن في سياق برنامج "العودة الطوعية"، يعتبره الكثيرون صيغة ملطفة لـ "محمد، الباليزا!".

ولا غرو، فقد أبانت الندوة الصحفية التي عقدتها الجمعية نهاية الأسبوع الماضي بأكادير عن تصميم لا يلين في أفق تحقيق مطالب المنجمين المغاربة بشمال فرنسا بما يضمن لهم حق مواءمة تعويضاتهم بما يتلقاه رفاقهم الفرنسيون و إحقاق تعامل مائل فيما يرتبط بالامتيازات المتعلقة بحيازة السكن مثلا وتوسيع الحق في المداواة لاسيما بالنظر إلى مخلفات "السليكوز" والعمل، وهذا هو الأهم، على التفكير في "مخطط اجتماعي ثان"، بالنظر إلى الفشل الذي مني به مخطط التسريح الأول للمنجمين.

وبنهاية الأسبوع، تكون "قافلة المنجمين المغاربة بشمال فرنسا"، المنظمة بتعاون مع **المجلس الوطني لحقوق الإنسان** ومجلس الجالية المغربية بالخارج والوزارة المكلفة بالجالية وجامعة ابن زهر بأكادير وشركاء آخرين، قد أنهت محطتها الأخيرة من رحلة جابت مجموعة من مدن الجنوب ونواحيها (ورزازات و تيزنيت وتارودانت و كلميم) ببرنامج حافل من الأنشطة الثقافية والاجتماعية بهدف إمطاة اللثام عن جزء من حياة هؤلاء المهاجرين وحفظ الذاكرة الجماعية لفئة من المنجمين المغاربة.

في انتظار ذلك، سيظل اسم "فيليكس مورا" يتردد طويلا في جنوب المغرب كوشم في الذاكرة بعدما صار مخلدا في أغنية أمازيغية من آيت عطا مفادها: "مضى زمان كان الناس يبيعون فيه الرجال لآخرين، وما أنت يا مورا النخاس ترج بهم في رحم الأرض".

الاتحاد الأوروبي يخصص 28 مليون أورو لدعم حقوق الإنسان بالمغرب

بروكسيل/ 10 دجنبر 2012 /ومع/ صادقت المفوضية الأوروبية اليوم الإثنين، على برنامج بقيمة 28 مليون أورو سيخصص للنهوض بحقوق الإنسان في المغرب.

وأوضحت المفوضية الأوروبية أن هذا البرنامج يتوخى توفير الدعم لعمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان والمندوبية الوزارية لحقوق الإنسان، المؤسساتان الرئيسيتان لحماية حقوق الانسان بالمغرب.

UE: 2,8 millions d'euros pour le soutien des droits de l'Homme au Maroc

Bruxelles, 10 déc. 2012 (MAP)-La Commission européenne a adopté lundi, un programme de 2,8 millions d'euros destiné à promouvoir les droits de l'Homme au Maroc.

Ce programme vise à soutenir l'action du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et la Délégation interministérielle des droits de l'Homme (DIDH), deux institutions-clés dans la protection et la promotion des droits humains au Maroc, a précisé la Commission européenne.